

«Le Développement est le nou

Congo-Union européenne

Veiller sur l'état des routes au Congo à travers un système informatisé

Le ministère de l'Équipement et de l'entretien routier, en partenariat avec l'Union européenne, à travers le Programme d'appui à la gouvernance et l'entretien routier (PAGER) financé par l'Union européenne à hauteur de cinq millions d'euros, a mis au point un référentiel géographique routier du Congo (RGRC). C'est un système informatique, Géoportail, qui est un outil de surveillance pour améliorer la programmation et la gouvernance routière. La présentation de ce Géoportail a eu lieu au siège de l'ambassade de la représentation de l'Union européenne, à Brazzaville, mercredi 21 novembre 2018.



Jacques Itoua, Raul Mateus Paula et Nathalie Obita

La cérémonie a été patronnée par Raul Mateus Paula, ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne au Congo, en présence de Mme Nathalie Obita, conseillère à l'intégration régionale au ministère du Plan et Jacques Itoua, secrétaire permanent de la commission de suivi du plan national des transports et directeur de la cellule technique à la présidence de la République. Le système informatique, Géoportail a pour but de permettre au ministère de l'Équipement de veiller sur l'état des routes du Congo, de manière régulière et rapide, notamment de surveiller, d'entretenir et de planifier les travaux d'entretien à moindre coût sur l'ensemble du territoire national.

Près de 5.200 kilomètres de routes nationales du Congo sont désormais accessibles sur le Géoportail en ligne rgccongo.net/géoportail. D'après les concepteurs, ce référentiel géographique routier du Congo est un outil complet, performant et fiable, permettant d'avoir accès à un ensemble de données officielles sur le réseau routier national. Le référentiel permettra de localiser, dénommer et identifier l'état des routes. Pour les cadres du ministère de l'Équipement, ce système qui permet de disposer des données fiables et complètes est indispensable à la mise en œuvre des politiques publiques d'aménagement du territoire.

Le projet Programme d'appui à la gouvernance et l'entretien routier vise à doter le Congo d'un secteur de transport fiable dans le domaine routier durable. Démarré en 2012, le projet actuel prendra fin au début de l'année prochaine. Les résultats attendus sont: la mise à jour du plan national des transports, la création d'une banque de données routières et des ouvrages d'art, la révision des textes réglementaires et normatifs relatifs à la circulation par les transports routiers, l'élaboration des plans de formation pour les acteurs du transport routier, la mise en place d'un plan national de sécurité routière, la mise au point d'une carte de positionnement des stations de pesage et l'assistance technique au fonds routier en vue de sa transformation en fonds routier de 2^e génération.

Ph. B.

3^e Forum de l'orientation et des études en France et au Congo

Sensibiliser et accompagner les élèves

Finances

Sécuriser les recettes pub

L'ensemble des cadres responsables à différents niveaux de hiérarchie du ministère des Finances se sont retrouvés autour de leur ministre Calixte Nganongo et Henri Loundou, son directeur de cabinet, pour procéder à la validation du document de stratégie de réforme de finances publiques pour la période 2018-2022 qui vient d'être adopté. La rencontre a eu lieu à l'hôtel de ville de Brazzaville, mardi 20 novembre 2018. Interpeller les cadres et les pousser à s'approprier de ces réformes afin de sécuriser les recettes de l'État, tels sont les buts visés.

Les réformes découlent du rapport général des ateliers organisés sur les régies financières du 1^{er} mars au 11 avril 2018. Ils avaient permis d'identifier les contraintes et les défis à relever. Au regard de l'ampleur des problèmes relevés, les experts jugent les réformes inévitables. Il y a urgence, par exemple, à concevoir et publier un nouvel organigramme du ministère. Les réformes adoptées reposent essentiellement sur

le postulat de sécuriser l'ensemble des recettes de l'État, la rationalisation de la chaîne de la dépense et le renforcement des mécanismes d'audit interne et de contrôle. A ce titre cinq piliers sont retenus: l'actualisation du cadre juridique et des organigrammes d'administrations sous tutelle, la formation du personnel, l'interconnexion de toutes les régies financières, la modernisation des infrastructures d'archivage et de documentation, et le

Fibre optique

L'Interconnexion centrafricain

Les ministres congolais et centrafricain des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo et Justin Gourma Zacko, ont le 20 novembre dernier à Brazzaville une séance de travail les conclusions des études de faisabilité des travaux d'interconnexion des deux pays en fibre optique. Il en ressort que les travaux d'interconnexion vont être démarrés courant juin 2019.

C'est le projet CAB Congo qui a réalisé les études de faisabilité d'interconnexion de la fibre optique avec la RCA. Les études ont porté sur un tronçon sous fluvial de 136 km en territoire congolais reliant les localités de Pokola (Sangha) et Bomassa (RCA) et 147 km entre Bomassa et Salo en RCA. De ce fait, le ministre Justin Gourma Zacko, a indiqué que «les deux pays vont s'entendre pour que le Congo puisse rentrer en possession de son dû, c'est-à-dire ce qu'il a déboursé dans ce projet pour faire ce tronçon. Etant entendu que c'est le même bailleur, en

l'occurrence la Banque africaine de développement (BAD), nous n'allons pas à beaucoup de problèmes». Pour Léon Juste Ibombo, il est nécessaire de faire avancer les deux pays dans le processus d'interconnexion, afin de mener à la fibre optique toute substance. Les appels d'offre pour le recrutement de l'opérateur ont déjà été lancés. Le début des travaux est prévu en juin 2019, pour une durée de 7 mois, a fait savoir le directeur de projet CAB Congo Didier Miehakanda coordinateur du projet CAB Congo. Il a également signifié que les travaux seront exécutés

Comité de pilotage national du projet

Contribuer à la mi